

POSTFACE  
ÉCRIRE AUJOURD'HUI  
L'HISTOIRE DU COMMUNISME

SERGE WOLIKOW

Qu'est-ce que l'histoire du communisme? Comment l'écrire aujourd'hui? Au-delà des anciens, de nouveaux enjeux émergent-ils? Entamer une réflexion à propos de l'état des recherches historiques sur le communisme par ces interrogations indique assez, mais c'est aussi ce dont ce court texte voudrait persuader le lecteur, qu'une démarche de connaissance continue de s'imposer dans ce champ: si les formes politiques auxquelles il fait référence ont largement disparu, sa connaissance historique n'est pas terminée, les recherches qui le concernent sont loin d'être abouties. Leur développement présent à l'échelle mondiale atteste une curiosité persistante qui ne peut pas avoir la même signification qu'au temps de la division géopolitique bipolaire du monde, au milieu du xx<sup>e</sup> siècle. Ce passé, dont il serait naïf de penser qu'il n'est plus proche, continue de susciter un intérêt qui s'applique sans doute à de plus larges objets que jamais. J'ai pu mesurer, au cours des quarante dernières années, les changements dans ce domaine et, si je n'éprouve pas de nostalgie, je reste attiré par de nouvelles recherches sur un phénomène qui a pourtant occupé un long cycle de mon travail. Ce sont les raisons d'un tel intérêt que je voudrais rapidement ici mettre en lumière.

Mais avant d'envisager l'actualité de ces recherches et les enjeux de connaissance qu'elles continuent de porter, il faut revenir sur l'objet historique lui-même.

Phénomène politique majeur et mondial du siècle dernier, et que j'appelle en simplifiant « communisme », il a connu une histoire à la fois diversifiée et troublée. Le déclin et l'effondrement du système mondial qui le constituait ne peuvent pas dissimuler les dissemblances nationales ou « continentales », de même que la persistance des références actuelles au communisme ne peut masquer les ruptures qui ont jalonné une histoire exceptionnelle. En même temps, cette histoire, depuis longtemps, du moins en France, a été assimilée à une aventure avant tout nationale. Cette affirmation, portée notamment par tous ceux qui s'en réclamaient dans ce pays où le communisme avait pris une dimension de masse, tendait à ignorer ou minimiser l'aspect international sinon mondial du phénomène, alors que sa référence, et quelquefois sa révérence, restait tournée vers l'Est.

Né, il y a un siècle, avec la catastrophe qu'a représentée la Première Guerre mondiale, le communisme a eu partie liée avec la révolution russe puis avec l'histoire de l'Union soviétique. La fin de l'URSS et de son système géopolitique a eu en retour un effet destructeur sur le communisme à l'échelle mondiale, à la mesure des espoirs qui avaient longtemps été portés par la révolution russe. Pour autant, l'histoire du communisme ne se résume ni ne se confond avec l'histoire de la Russie, qu'elle qu'en ait été l'importance.

L'historiographie anglo-saxonne a longtemps été marquée par la prédominance d'un schéma interprétatif au sein duquel l'histoire diplomatique était décisive. La politique étrangère, de Lénine à Andropov, aurait fourni la clé d'une histoire mondiale du communisme, finalement structuré par la politique étrangère de la Russie soviétique. Cette approche, qui a nourri une littérature abondante, se révèle aujourd'hui bien insuffisante quand on fait retour sur les décennies du xx<sup>e</sup> siècle au cours desquelles le phénomène communiste a largement débordé la sphère d'influence soviétique. La référence communiste a servi en effet à qualifier des situations politiques bien différentes des États de cette sphère, particulièrement les expériences marquées par l'existence de courants politiques critiques prenant appui sur des mouvements sociaux pour contester l'ordre social et politique. Ainsi, de façon partiellement antinomique, ces deux références ont coexisté au sein d'un mouvement international où l'une dominait le plus souvent l'autre. Faut-il pour autant, parce que leurs histoires sont liées, les confondre ?

En formulant cette question, on esquisse une réponse qui mérite d'être développée et nuancée car il y a là un vaste

champ d'investigation : celui des mouvements et partis communistes qui, tout au long de leur existence et de leur activité, se sont situés du côté de la critique sociale et de la contestation politique sans être en mesure de prendre et [ni] de conserver le pouvoir. Ils n'étaient pas de simples succursales de la politique étrangère soviétique, même s'il fut un temps, dans les années héroïques des débuts, où des envoyés de l'Internationale communiste avaient pu prendre en charge la création et la formation des jeunes partis communistes. Ensuite, après la Seconde Guerre mondiale, il est encore arrivé, en particulier dans les pays accédant à l'indépendance après la fin du colonialisme, que des diplomates soviétiques ou de certains de leurs alliés encadrent la création de partis modelés sur l'exemple du parti bolchevique russe. Mais pour les pays d'Europe de l'Ouest, où des partis communistes, de force très inégale, s'implantent durablement, il fallait bien rendre compte d'une autre manière de cette réalité.

La science politique, durant les années 1960, forgea une terminologie pour évoquer cette situation, caractérisée par l'existence, en France en particulier, d'un fort parti communiste, bien enraciné socialement, avec une audience stabilisée représentant 20 %, sinon un quart, de l'électorat. Cet ancrage avait bien sûr une portée sociétale, mais revêtait également une dimension politique souvent expliquée par la capacité du Parti communiste à se faire le porte-parole d'une catégorie de la population qui avait le sentiment d'être laissée-pour-compte. La fonction dite tribunitienne qui lui était attribuée par les analystes politiques permettait de rendre compte du contraste existant entre la force organisée du parti et son statut d'éternel opposant, mais sans rien nous apprendre sur la manière dont s'était ou non construite cette influence ni sur la manière dont elle se pérennisait ou s'étiolait.

L'activité communiste s'est déployée sur différents terrains que l'historien doit scruter s'il veut comprendre les modalités de l'enracinement comme de l'affaiblissement de l'organisation. Parmi les plus notables, il y a le terrain de l'entreprise industrielle, mais aussi celui de l'exploitation agricole, autour du salaire et du revenu, celui de la localité, autour des problèmes du logement et de l'éducation, celui de la lutte idéologique, autour de la diffusion des journaux et des livres. Il faut donc élargir le regard et l'analyse afin d'embrasser la réalité du phénomène dans sa globalité sinon sa cohérence. La manière d'investir la politique sur le terrain du travail et de la vie quotidienne, en valorisant les revendications sociales et économiques concrètes, a été, pour le communisme en

France, un vecteur de politisation populaire. Celle-ci s'est appuyée sur l'argumentation idéologique et culturelle d'un parti qui plaidait pour un système différent, en prenant pour exemple la victoire de la révolution russe. L'inscription du communisme dans des traditions politiques nationales, parfois en fonction des circonstances, a permis aux partis qui s'en réclamaient de combiner force critique et capacité de rassemblement. Il en fut ainsi de la réappropriation par le PCF des références républicaines et patriotiques, dans le droit-fil de l'héritage du débat autour de la république sociale. La dimension idéologique du communisme, dans le prolongement de l'histoire du mouvement socialiste, n'a cessé d'impliquer l'activité intellectuelle, dont la place était indexée sur l'activité du parti lui-même. Fondés sur le projet d'une appropriation de la politique par les milieux populaires, les partis communistes ont mis en œuvre une activité intellectuelle faisant appel à des spécialistes dont ils ressentaient la nécessité de l'apport tout en s'en méfiant. Tentés de constituer leur propre collectif intellectuel, pour certains, lorsque le projet communiste se déclinait d'une façon cohérente sur le plan national et mondial, les partis communistes ont ensuite subi le contrecoup de la dogmatisation du marxisme. Celle-ci, formalisée par les États communistes, offrait aux différents partis communistes une doxa prête à servir, mais très souvent inefficace sur le terrain lorsque ces partis devaient agir dans des espaces politiques démocratiques. Les tentatives d'*aggiornamento*, mises en œuvre dans certains partis communistes à partir des années 1960, furent prises à contre-pied par l'évolution internationale des États dirigés par les partis communistes, mais aussi par le bouleversement des sociétés capitalistes elles-mêmes. La cohérence initiale des partis communistes entre projet et conception de l'action politique s'est effritée.

L'éclatement de cette cohérence, et dans certains cas la disparition du phénomène global lui-même, renvoie la plupart du temps à l'affaiblissement de l'organisation communiste au sens strict du terme. On voit donc que le travail historique, s'il veut suivre ce qu'ont été, au cours du siècle dernier, les évolutions du communisme, doit les appréhender dans leur diversité nationale mais aussi en distinguant l'histoire des partis-mouvements et celle des partis-États. Même si leur histoire a souvent été imbriquée dans une relation inégale, il reste que leur dynamique et aujourd'hui la trace, sinon l'empreinte, qu'ils ont laissée dans les différentes sociétés et à l'échelle internationale ne sont pas de même nature, répondent à des dynamiques et à des involutions différentes.

Cela étant, la manière d'écrire l'histoire du communisme aujourd'hui ne peut faire l'économie d'un contexte inédit et paradoxal qui a largement modifié les conditions même de l'écriture. Longtemps, cette écriture est restée sous contrôle, puisqu'elle devait se situer dans un champ politique traversé par des interprétations contradictoires, identifiées à des récits historiques différents, associés d'une façon ou d'une autre au débat politique. La prise de parti dans le champ historique fut longtemps liée à l'existence d'une histoire officielle de l'institution communiste, qu'elle fût académique ou directement politique, face à une contre-histoire anticommuniste, principalement associée à la dénonciation de l'URSS. En fait, très tôt ce dispositif fut compliqué par le rôle que l'histoire ne cessa de jouer dans les débats, les divergences au sein des partis communistes, mais aussi dans leur stratégie. Jusque dans les années 1960, l'histoire du communisme conserve cette fonction identitaire qui structure le récit historique mais le contraint également.

Progressivement, cependant, les conditions du travail historique sur le communisme ont évolué, en même temps que les affrontements autour du communisme se déplaçaient, à la faveur de l'affaiblissement des considérations idéologiques et doctrinales, vers l'interprétation des épisodes et moments ayant jalonné l'évolution des partis et des États s'en réclamant. Dans ce contexte, les cartes et les approches historiennes commencèrent d'être rebattues, les clivages se brouillant et se compliquant parmi les chercheurs. Quoi qu'il en soit de ces changements qui accompagnent un essor indéniable des recherches historiques sur le communisme durant les années 1970 et 1980, c'est après 1990 qu'un nouveau contexte se met en place qui, à terme, va modifier l'écriture de l'histoire du communisme. En fait, tandis que les interpellations par les positionnements politiques ou idéologiques décroissent, même si elles n'ont pas disparu, un double mouvement permet aux chercheurs d'accéder aux archives dont, pour l'essentiel, ils avaient été privés. Au moment où les organisations et le mouvement communiste perdent de leur consistance, les archives de leur activité deviennent accessibles. Le choc documentaire, dans un premier temps, semble affaiblir la réflexion historique : certes, s'il faut attendre le début du *xxi*<sup>e</sup> siècle pour que la situation change véritablement de ce point de vue, il reste que le décor a fondamentalement changé avec la disparition d'une partie essentielle du monde communiste après 1991 et le déclin de ce qui lui survit.

L'accès aux archives a d'abord été mythifié : dans la mesure où il a semblé au début permettre à lui seul de trancher les hypothèses et les interprétations. Très vite, il est apparu que les archives ne parlaient pas d'elles-mêmes et qu'elles requéraient un travail d'analyse et d'investigation long et patient. Il reste que la possibilité d'accéder aux archives des organisations communistes et en partie à celles des États dirigés par des partis communistes a bousculé nombre d'hypothèses, et surtout ouvert de nouveaux chantiers à la recherche historique dans des domaines que les historiens ne pouvaient ni aborder ni même parfois soupçonner. Ce fut notamment le cas de l'histoire des groupes dirigeants et de leurs instances, qui devinrent alors seulement véritablement des objets historiques dès le moment où les archives des organisations communistes purent être consultées. Longtemps marquées par le recours exclusif aux archives du contrôle policier ou de la répression, les études historiques sur le communisme peuvent dès lors s'appuyer sur les archives internes. Pour autant, celles-ci, en particulier pour les périodes récentes, méritent d'être complétées par le recours aux moyens de l'enquête et de l'entretien en direction de tous ceux, militants ou dirigeants, qui ont pu participer à cette activité politique et sociale. En effet, l'histoire du communisme peut être sociale dans la mesure où elle interroge le phénomène communiste comme un processus politique, inscrit socialement dans des pratiques d'organisation, de fonctionnement, d'activité au sein desquelles le discours joue un rôle essentiel, bien souvent performatif, mais qui mérite pourtant d'être toujours considéré dans la durée et rapporté à l'ensemble des pratiques effectives. En somme, une histoire où les constructions idéologiques ont leur place dans la mesure où elles ne sont pas séparées des autres formes de l'activité communiste. Ainsi, l'attention portée au discours politique signifie qu'il ne soit pas simplement le support d'une histoire des idées, mais qu'il fournisse la matière d'une histoire sociale de la production comme de la diffusion de l'expression politique. Dans cette mesure, l'histoire des partis communistes fait une place importante à l'activité des instances dirigeantes en élargissant les approches du côté des processus décisionnels comme de celui de la culture politique. À ce titre, l'ouvrage de Marco Di Maggio, appuyé sur une recherche documentaire approfondie, est une contribution importante à l'avancement des connaissances. Il appelle au renouvellement des interprétations et des débats sur la question de la direction et de la stratégie des organisations communistes.

L'histoire du communisme continue d'occuper une place notable parmi les recherches portant sur les organisations politiques au xx<sup>e</sup> siècle, pour des raisons qui sont différentes de celles qui, il y a un demi-siècle, faisaient du parti communiste un objet des plus étudiés. Aujourd'hui, l'histoire du communisme est un domaine où peut se déployer la réflexion sur l'engagement, le militantisme, mais aussi la politisation de masse ou la diffusion de nouvelles références culturelles. Le recul par rapport au phénomène historique permet sans doute de mieux repenser aujourd'hui aussi bien ses origines que son déclin. Il permet également de modifier les paradigmes évolutionnistes sur lesquels étaient fondées implicitement nombre d'analyses. Les représentations linéaires de la progression comme de la disparition du mouvement communiste apparaissent inappropriées pour penser les fluctuations qui ont souvent caractérisé son histoire au cours du xx<sup>e</sup> siècle. L'histoire des partis communistes comme de leur système mondial a connu des hauts et des bas, des moments et des lieux où le mouvement communiste a été un protagoniste majeur du siècle, de telle sorte qu'il n'est pas question de l'effacer. Pour autant, la revisite de cette expérience politique complexe et différenciée est loin d'être terminée, elle impose dans tous les cas le déploiement de nouvelles recherches historiques.

L'anachronisme reste le risque principal qui guide les approches historiques. Mais, en inscrivant l'histoire du communisme comme une dimension essentielle de l'histoire politique du xx<sup>e</sup> siècle, on dispose d'un champ de travail qui peut confronter ses dispositifs, ses hypothèses et ses méthodes à l'ensemble du champ de l'histoire politique, non pour en faire le paradigme de cette histoire, mais afin d'élargir les débats et les confrontations scientifiques qu'il a connus et connaît encore à de nouveaux terrains.

Bagneux-la-Fosse, février 2013